

---

# Fiches sectorielles

---

Services marchands

## Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

**Sauf mention explicite d'une référence à la catégorie d'entreprise définie par la loi de Modernisation de l'économie et son décret d'application 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales.**

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette nouvelle édition des *Entreprises en France*, le champ a été étendu à davantage d'entrepreneurs individuels et de sociétés civiles immobilières qui appartiennent en grande partie aux secteurs de la construction, de l'immobilier et des autres activités de services, notamment les activités artistiques, créatives et de spectacles. Ainsi, 200 000 unités supplémentaires sont prises en compte par rapport à 2011 mais leur poids économique est faible. Elles réalisent 15 milliards de chiffre d'affaires (sur les 3 700 milliards des unités légales du champ) et moins de 4 milliards de valeur ajoutée (sur 980 milliards).

Dans cette publication, les résultats de 2011 et les évolutions entre 2011 et 2012 sont présentés sur la base du champ de 2012.

## Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

## 10.1 Chiffres clés des services marchands

En 2012, le secteur des **services principale-ment marchands** (hors services financiers) compte 1,7 million de sociétés non financières et d'entrepreneurs individuels (SNFEI) et réalise un chiffre d'affaires (CA) de 770 milliards d'euros, soit un cinquième de celui de l'ensemble du champ des secteurs principalement marchands non financiers et non agricoles. Les **services aux entreprises** concentrent un peu moins de la moitié du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée (VA) et des effectifs salariés du secteur et se subdivisent en deux grands groupes : les **activités spécialisées, scientifiques et techniques**, apparentées aux métiers du conseil et de l'assistance (61 % du CA et 53 % des effectifs des services aux entreprises) et les **activités administratives et de soutien**, plus directement opérationnelles. L'**information et la communication** viennent ensuite (24 % du CA, 23 % de la VA et 17 % des effectifs des services principalement marchands), portées, pour les deux tiers, par les télécommunications et les activités informatiques. L'**immobilier et l'hébergement-restauration** réalisent des chiffres d'affaires et des valeurs ajoutées de même ordre (respectivement 12 % et 10 % du CA des services principalement marchands), mais le second emploi près de quatre fois plus de salariés que le premier. Enfin, les **services aux particuliers** génèrent un chiffre d'affaires de 54 milliards d'euros (soit 7 % du CA du secteur).

Les petites structures sont au cœur du tissu productif des services. Les unités de moins de 10 salariés génèrent une part des ventes très supérieure à la moyenne observée dans les secteurs du champ (34 % du CA contre 22 %), au contraire des sociétés de 250 salariés ou plus (35 % contre 43 %). La taille moyenne des unités légales des services est modeste (2,3 salariés contre 4 dans l'ensemble). Sur le plan juridique, elles se répartissent, pour l'essentiel, entre sociétés (44 %), presque exclusivement des sociétés à responsabilité limitée

### Définitions

Les **services** englobent un ensemble d'activités dont le principal point commun est la fabrication de produits immatériels, même si, parfois, la frontière entre matériel et immatériel est ténue.

Les **services des secteurs principalement marchands** sont composés des **activités immobilières** (section L de la NAF rév. 2), des **services rendus aux entreprises** (sections M : **activités spécialisées, scientifiques et techniques** et N : **activités de services administratifs et de soutien**), du secteur de l'**information et la communication** (section J), de l'**hébergement et de la restauration** (section I) et des **services aux particuliers**, regroupés sous le libellé « autres activités de services » (sections R et S), hors associations (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

### Pour en savoir plus

- « Les services marchands en 2012 : la croissance ralentit nettement », *Insee Première* n° 1465, septembre 2013.
- « Les services marchands en 2013 : la croissance se réduit de nouveau », *Insee Première* n° 1507, juillet 2014.

(SARL) et des sociétés par actions simplifiée, et entrepreneurs individuels (53 %) (artisans, commerçants ou professions libérales).

La profusion d'entrepreneurs individuels dans les services explique le nombre élevé de non-salariés relativement à la population occupée (17,9 % au lieu de 13,3 %). Les non-salariés sont particulièrement présents dans les activités immobilières (20 %) et l'hébergement-restauration (18 %). Les services se caractérisent aussi par une féminisation des emplois supérieure à la moyenne de l'économie marchande (47 % contre 36 %). Ce phénomène est particulièrement apparent dans les services aux particuliers (60 %).

Entre 2000 et 2013, la production a augmenté plus rapidement que celle de l'ensemble des secteurs du champ (+ 31 % en volume contre + 15 %). Elle a été tirée par la demande en produits de l'information et de la communication, dont le volume des ventes progresse des deux tiers (+ 65 %), porté par l'explosion du marché des télécommunications (+ 130 %) et par les services informatiques (+ 66 %). Elle a aussi bénéficié du dynamisme de la demande des entreprises en prestations intellectuelles (+ 59 %). *A contrario*, la croissance a été plus modeste dans les activités immobilières (+ 15 %) et dans l'hébergement et la restauration (+ 13 %).

En matière d'emploi salarié aussi, les services se caractérisent par leur vitalité (+ 15 % entre 2000 et 2013 contre + 1 % dans l'ensemble des secteurs du champ). L'écart est particulièrement marqué avec l'industrie (- 22 %) et l'industrie manufacturière (- 24 %). Dans les services, les effectifs augmentent dans la plupart des activités, à l'exception de l'édition, audiovisuel, diffusion (- 6 %) et des télécommunications (- 24 %). Les secteurs les plus créateurs d'emploi sont la programmation informatique (+ 44 %), les services intellectuels aux entreprises (activités juridiques, comptables, ingénierie, publicité, etc.) (+ 34 %) et la restauration (+ 27 %). ■

# Chiffres clés des services marchands 10.1

## 1. Chiffres clés des services marchands en 2012

	Unités légales	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	1 641,3	1 052,2	258,1	13,9	121,3	37,3
De 10 à 249 salariés EQTP	50,2	1 469,0	240,7	24,7	107,2	21,9
250 salariés EQTP ou plus	1,3	1 296,8	269,8	37,1	124,9	21,8
<b>Ensemble</b>	<b>1 692,8</b>	<b>3 818,0</b>	<b>768,6</b>	<b>75,7</b>	<b>353,3</b>	<b>81,0</b>
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	3 266,0	12 036,4	3 725,7	602,2	982,9	184,7
<b>Poids des entreprises du secteur des services<sup>1</sup> (en %)</b>	<b>51,8</b>	<b>31,7</b>	<b>20,6</b>	<b>12,6</b>	<b>35,9</b>	<b>43,8</b>

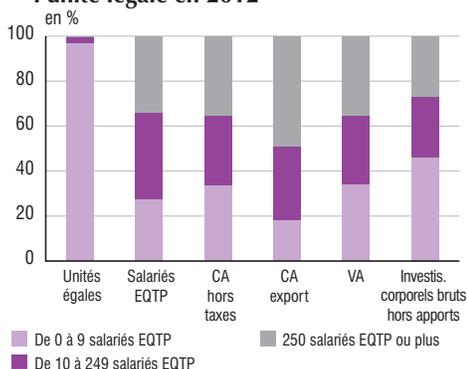
1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur des services marchands non financiers par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières.

Champ : France, services principalement marchands hors services financiers.

Note : la branche des services principalement marchands non financiers contribue à 38,7 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie (au sens de la comptabilité nationale).

Source : Insee, É sane.

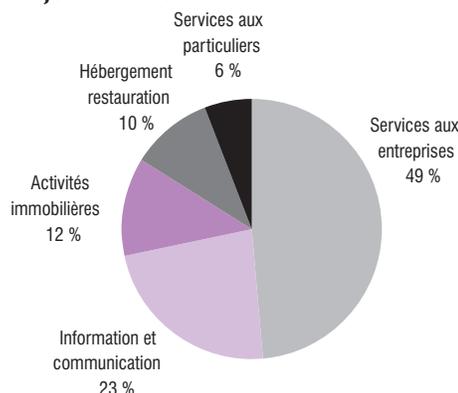
## 2. Structure des agrégats selon la taille de l'unité légale en 2012



Champ : France, services principalement marchands hors services financiers. Lecture : les entreprises de 250 salariés ou plus représentent 0,1 % des unités légales, 34 % des salariés, 35 % du CA, 49 % du CA export, 35 % de la VA et 27 % des investissements.

Source : Insee, É sane.

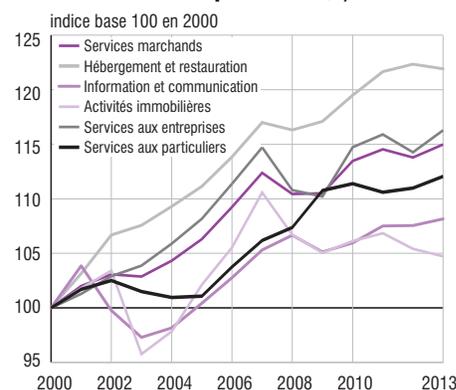
## 4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2012



Champ : France, services principalement marchands hors services financiers.

Source : Insee, É sane.

## 3. Évolution de l'emploi salarié, y c. intérim

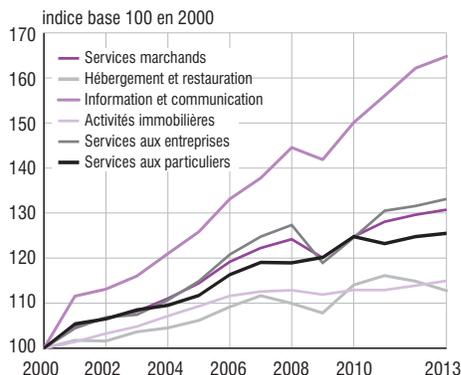


Champ : France, services principalement marchands hors services financiers.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4<sup>e</sup> trimestre).

## 5. Production par branche en volume



Champ : France, branches des services principalement marchands hors services financiers.

Source : Insee, comptabilité nationale.

## 10.2 Ratios des services marchands

Les entreprises des services marchands (hors services financiers) exportent peu, contrairement à leurs homologues de l'industrie (10 % du chiffre d'affaires en 2012 contre 32 %) : la production de services exige souvent une proximité géographique ou culturelle peu compatible, sauf région frontalière, avec une focalisation sur la clientèle étrangère. Leurs exportations se concentrent dans les services aux entreprises (71 % du total) et l'information-communication (24 %). Elles sont tirées par quelques activités internationalisées : la recherche-développement, qui affiche un taux d'exportation de 41 %, les sièges sociaux et le conseil en gestion (27 %), l'architecture et l'ingénierie (19 %). Les activités liées aux voyages, de par leur nature même, sont aussi très ouvertes sur les marchés étrangers (32 %).

La production de services est relativement intégrée : près de la moitié est réalisée en interne (taux de valeur ajoutée de 46 %) contre un peu plus d'un quart (26 %) dans l'ensemble du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Ce taux est le plus élevé dans l'immobilier (54 %) et les services administratifs et de soutien aux entreprises (52 %) : activités liées à l'emploi (88 %), enquêtes et sécurité (68 %), nettoyage (63 %). La production de services se caractérise par le poids prépondérant des achats de services dans les consommations intermédiaires (80 % contre 38 % pour l'ensemble du champ) ; en revanche, les besoins en matières premières et autres approvisionnements (16 % contre 21 %) et en marchandises (4 % contre 41 %) sont réduits.

En 2012, le taux de marge des entreprises de services est légèrement supérieur à celui de l'ensemble des secteurs du champ hors sièges sociaux (28 % contre 26 %). Il a baissé de trois points en 2012, ce recul se retrouvant dans la plupart des grands secteurs, sauf les services aux particuliers. Ce ratio est fortement lié à la nature de l'activité, capitalistique ou de main-d'œuvre. Ainsi, il dépasse les 60 % dans les secteurs nécessitant des investissements lourds : location et location-bail (75 %),

immobilier (70 %), télécommunications (61 %). Il est, en revanche, inférieur à 20 % dans les activités reposant exclusivement ou presque sur le travail humain : voyages (3 %), enquêtes et sécurité (4 %), nettoyage (11 %), restauration (11 %), activités administratives et de soutien (16 %).

Les services ont des rentabilités économique et financière proches de la moyenne de l'économie (8 % contre 8,1 % et 6,7 % contre 7,5 %). Rentabilité économique et rentabilité financière vont ici souvent de pair. Les secteurs les plus performants sur ces deux critères sont les activités juridiques et comptables (148 % et 52 %), les activités vétérinaires (134 % et 72 %), l'organisation de jeux de hasard et d'argent (46 % et 48 %), le nettoyage et autres services relatifs aux bâtiments (23 % et 20 %). Ils ne coïncident pas nécessairement, en revanche, avec ceux dégagant les plus forts taux de marge : ainsi, la rentabilité économique de l'immobilier ne dépasse pas les 5 %, malgré un taux de marge de 70 %.

Le taux d'investissement (investissements corporels bruts hors apports) dans les services est supérieur à la moyenne (23 % contre 19 %). L'effort d'investissement est concentré dans trois activités très capitalistiques : l'immobilier (46 % du total) où le taux d'investissement atteint 86 % en 2012, la location et location-bail (20 %) avec un taux de 100 %, et les télécommunications (8 %) où ce taux est de 23 %.

Les salariés des services marchands bénéficient de rémunérations nettes supérieures à la moyenne, soit 44 300 euros annuels en 2012 contre 39 000 euros par équivalent temps plein (EQTP). Mais cette moyenne dissimule de fortes disparités sectorielles, les activités dites « intellectuelles » (conseil, assistance, etc.) étant mieux rémunérées que les services opérationnels : 77 000 euros annuels dans les sièges sociaux et le conseil en gestion, 60 000 euros dans l'audiovisuel, mais moins de la moitié dans le nettoyage (24 000 euros), les services personnels (25 000 euros), la restauration (28 000 euros) et les enquêtes et la sécurité (29 000 euros). ■

# Ratios des services marchands 10.2

## 1. Ratios du secteur des services marchands selon la taille de l'unité légale en 2012

en %

	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus	Ensemble entreprises marchandes <sup>1</sup>
<b>Organisation et débouchés de la production</b>					
Taux d'exportation	9,8	5,4	10,3	13,7	16,2
Taux de valeur ajoutée	46,0	47,0	44,5	46,3	26,4
Intensité capitalistique (milliers d'euros)	217,9	304,3	165,7	206,9	174,7
<b>Partage de la VA (au coût des facteurs)</b>					
Part des frais de personnel	71,8	61,1	80,4	74,8	74,4
Taux de marge <sup>2</sup>	28,2	38,9	19,6	25,2	25,6
<b>Ratios de rentabilité</b>					
Rentabilité économique	8,0	9,7	5,3	8,7	8,1
Rentabilité financière	6,7	7,2	5,4	7,1	7,5
<b>Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité</b>					
Levier financier	74,7	61,5	92,6	94,3	74,6
Taux de prélèvement financier	53,3	54,5	67,3	41,9	33,5
<b>Délais de paiement</b>					
Fournisseurs (en jours)	79,5	75,7	84,0	79,0	58,5
Clients (en jours)	63,8	56,4	76,5	59,5	51,9
<b>Ratios d'investissement</b>					
Taux d'investissement	22,9	30,7	20,4	17,5	18,8
Taux d'autofinancement	216,9	254,2	168,2	202,1	165,1

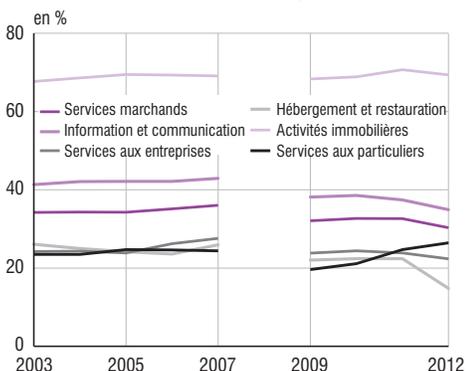
1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

2. Hors sièges sociaux.

Champ : France, services principalement marchands hors services financiers.

Source : Insee, *Ésane*.

## 2. Évolution du taux de marge

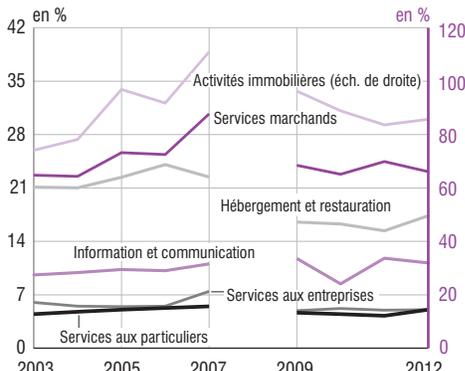


Champ : France, services principalement marchands hors services financiers et hors sièges sociaux.

Note : l'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, *Ficus*, *Ésane*.

## 3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France, services principalement marchands hors services financiers.

Note : l'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, *Ficus*, *Ésane*.

## 4. Personnes en emploi dans les services marchands en 2012

en %

	Part de femmes	Part d'actifs de 15 à 29 ans	Part d'actifs de 50 ans ou plus	Part d'employés	Part d'ouvriers	Part autres professions	Part de non-salariés
Hébergement et restauration	48,2	35,2	19,4	45,1	18,1	36,8	18,0
Information et communication	31,8	22,8	21,6	8,6	2,8	88,5	9,5
Activités immobilières	53,5	13,1	33,0	32,9	8,4	58,6	20,1
Services aux entreprises	46,9	20,8	23,3	19,0	19,4	61,6	15,9
Services aux particuliers	60,1	25,4	24,6	29,2	8,9	61,9	32,0
<b>Ensemble services marchands</b>	<b>47,2</b>	<b>24,0</b>	<b>23,1</b>	<b>24,7</b>	<b>14,6</b>	<b>60,7</b>	<b>17,9</b>
<b>Ensemble secteurs principalement marchands<sup>1</sup></b>	<b>36,2</b>	<b>22,0</b>	<b>24,3</b>	<b>19,6</b>	<b>30,1</b>	<b>50,3</b>	<b>13,3</b>

1. Entreprises des secteurs principalement marchands hors agriculture et secteur financier.

Champ : France, services principalement marchands hors services financiers.

Source : Insee, *enquête Emploi*.